



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 21 DECEMBRE 1912.

QUEBEC, SATURDAY, 21st DECEMBER, 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 5037

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 5038

Proclamation

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }
[L. S.]

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Québec. }
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que sur
Procureur-Général. } présentation au conseil municipal du comté de Champlain, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de la Pêrade, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Champlain a nommé M. J.-A. Trudel, surintendant spé-

LOMER GOUIN, } WHEREAS on
Attorney General. } presentation to the county council of the county of Champlain, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Sainte Anne de la Pêrade, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Champlain has named Mr. J. A. Trudel, special superinten-

cial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec des amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a. par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de La Pérade, est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de La Pérade, dans le comté de Champlain, et ses limites, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de la dite paroisse sont comme suit, savoir :

Commençant au point où origine au chenal Saint-Ignace la ligne sud-est du lot No 419 ; de là, vers nord-est, cette ligne sud-est, jusqu'à l'extrémité de sa profondeur, la ligne nord-est et la ligne nord-ouest du même lot, jusqu'à l'extrémité de la profondeur du lot 418, puis la ligne nord-est de 418, et, vers le nord-est, la ligne sud-est de 417-a, jusqu'à la ligne sud-ouest du fief D'Orvilliers ; de là, vers le nord-ouest, cette dernière, jusqu'à l'alignement sud-est d'un chemin attenant au lot 410, puis, vers l'ouest, le dit alignement, jusqu'à la ligne nord-ouest de 410, et, vers le sud-ouest, cette ligne sur une distance d'environ 32-1/2 arpents, jusqu'à l'intersection du côté nord-ouest du terrain du chemin de fer "Canadien du Pacifique" ; de là, en suivant vers le sud-ouest, ce côté nord-ouest du dit chemin de fer sur une distance d'environ 4-1/2 arpents, tournant ensuite vers le nord-ouest, le long de la ligne nord-est du même terrain qui accuse un élargissement à cet endroit, puis, continuant sur le prolongement de la dite ligne nord-est, jusqu'à l'axe de la route D'Orvilliers, et, vers le sud-ouest, cet axe, jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 204-m ; de là, successivement, vers le nord-ouest, ce prolongement, et la ligne nord-est elle-même du lot 204-m, vers le sud-ouest, l'arrière-ligne de ce dernier lot, et son prolongement coïncidant avec l'arrière-ligne des lots 204-l, 204-k, 204-j, 204-i, 204-h, 204-g, 204-f, 204-e, jusqu'à l'axe du chemin du Rapide, vers le sud-est, cet axe, jusqu'à l'axe de la route D'Orvilliers, puis, vers le sud-ouest, l'axe en dernier lieu mentionné, jusqu'à l'axe du chemin public du village, et, vers le sud, ce dernier, jusqu'à l'alignement nord-ouest de chemin de fer "Canadien du Pacifique" ; de là, vers le sud-ouest, le long de cet alignement, en travers la rivière Sainte-Anne jusqu'à l'île des Pins, puis, le côté nord-est de cette île, jusqu'à l'extrémité nord-ouest d'icelle île, au point d'origine du chenal Sainte-Marie, et, en travers le dit chenal, une ligne joignant celle entre les lots Nos 501 et 502 ; de là, vers le sud-est, la rive droite du même chenal, jusqu'à son embouchure dans la rivière Sainte-Anne, puis, vers le sud, la rive droite de la rivière Sainte-Anne qui lui fait suite, jusqu'à l'estuaire de cette rivière ; de là, vers l'est, une ligne joignant les deux rives de la dite rivière Sainte-Anne, jusqu'à la laisse de haute mer sur le fleuve Saint-Laurent, puis, vers l'est, cette laisse de haute mer, jusqu'à la rive gauche du chenal Saint-Ignace à son embouchure, et enfin, la dite rive du chenal Saint-Ignace, en remontant, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de

dent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the county aforesaid ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of La Pérade, is a dismemberment of the municipality of the parish of Sainte-Anne de la Pérade, in the county of Champlain, and its limits, in reference to the numbering of the lots on the official cadastre for the said parish are as follows, to wit :

Beginning at the point where starts at Saint Ignace channel, the south east line of lot No. 419 ; thence, towards the north east, said south east line, to the end of its depth, the north east line and the north west line of said lot, to the end of the depth of lot 418, then the north east line of 418, and, towards the north east the south east line of 417-a, to the south west line of d'Orvilliers' fief ; thence, towards the north west, said last line, to the south east line of a road adjoining lot 410, then, towards the west, said line, to the north west line of 410, and, towards the south west, said line, for a distance of about 32 1/2 arpents, to its intersection with the north west side of the land of the Canadian Pacific Railway ; thence, following towards the south west this north west side of the said railway, for a distance of about 4 1/2 arpents, then turning towards the north west, along the north east line of the same land which widens at that point, then, continuing by the prolongation of the said north east line, to the axis of d'Orvilliers' by road, and towards the south west, said axis, to the prolongation of the north east line of lot 204-m ; thence successively, towards the north west, said prolongation, and the north east line itself of lot 204-m, towards the south west, the rear line of said lot, and its prolongation coinciding with the rear line of lot 204-l, 204-k, 204-j, 204-i, 204-h, 204-g, 204-f, 204-e, to the axis of the "Chemin du Rapide, towards the south east, said axis, to the axis of D'Orvilliers' by road, then, towards the south west, this last mentioned axis, to the axis of the village public road, and, towards the south, said road, to the north west line of the "Canadian Pacific Railway", thence, towards the south west, along said line, through the river Sainte Ann to Pine Island, then, the north east side of this island, to the north west end of said island, at the head of Sainte Mary's channel, and through said channel, a line joining the line between lots Nos. 501 and 502 ; thence towards the south east the right bank of said channel, to its mouth in the river Sainte Ann, then, towards the south, the right bank of said river Sainte Ann, which is a continuation thereof, to the estuary of said river ; thence towards the east a line joining the two banks of said river Sainte Ann to the high water mark of the river Saint Lawrence, then, towards the east, said high water mark to the left bank of Saint Ignace channel, at its mouth, and finally, the said bank of Saint Ignace channel, ascending to the starting point, shall be detached from the municipality of the parish

la Péraade, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de la Péraade", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de la Péraade forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

5229

of Sainte Anne de la Péraade, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of La Péraade."

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of la Péraade, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

5230

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 décembre 1912.

Présent : LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR
en Conseil.

REGLEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION DES MINES.

Attendu qu'en vertu de l'article 2214 des S. R. P. Q., 1909, des règlements peuvent être faits par le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, relativement à la salubrité et à la sécurité au travail dans les mines, de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers qui y sont employés.

Il est ordonné que, sous l'autorité de l'article 2214 susdit des S. R. P. Q., 1909, il soit réglé et statué ce qui suit :

Re.—TRANSLATION DES OUVRIERS.

Lorsque la translation des ouvriers employés à l'exploitation de mines se fait par machine mue par la vapeur ou l'électricité, cette machine devra être conduite par un mécanicien âgé d'au moins vingt ans.

Re.—EXPLOSIFS.

L'emmagasinage des matières explosives doit se faire dans un local construit à la satisfaction de l'inspecteur des mines. Ce local sera à une distance d'au moins quatre cents pieds de la mine, ou de tout grand chemin, à moins d'une autorisation spéciale de l'inspecteur des mines.

Les caisses contenant des matières explosives ne devront être ouvertes qu'à l'aide d'outils de bois ou de cuivre.

Les dépôts d'emmagasinement ne devront jamais contenir en même temps que les explosifs proprement dits, des poudres fulminantes, détonateurs et amorces, susceptibles de provoquer une explosion.

Dans les travaux souterrains, on ne pourra garder que la quantité d'explosifs nécessaires

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th December, 1912.

Present : THE LIEUTENANT GOVERNOR
in Council.

REGULATIONS IN OPERATION OF MINES.

Whereas under article 2214 of the R. S. P. Q., 1909, regulations may be made by the Lieutenant Governor in Council, respecting the sanitary condition and safety of the works in mines, so as to protect the life and health of the workmen therein employed.

It is ordered that under the authority of the aforesaid article 2214 of the R. S. P. Q., 1909, it be ruled and enacted as follows :

Re.—MAN HOISTS

When persons employed in the working of mines are hoisted, or lowered by means of a steam or electric hoist, this hoist shall not be in charge of a person of less than twenty years of age.

Re.—EXPLOSIVES.

The storing of explosives shall be made in magazines or powder-houses, built to the satisfaction of the Inspector of Mines. Such magazine shall not be built nearer than four hundred feet from the mine or works, or from any public highway, without a special authorization from the Inspector of Mines.

Only implements of wood, brass or copper shall be used in opening cases containing explosives.

Blastings caps, detonators or fulminates of any sort shall in no case be kept or stored with the explosives.

In underground workings, no supply greater than that necessary for the next twenty four

pour les vingt-quatre heures suivantes, et cette provision devra être mise dans des boîtes en bois, solides, dans une partie de la mine à au moins cent pieds de tout travaux de forage ou d'abatage. Cette provision souterraine sera toujours sous la surveillance d'un homme de confiance qui en fera la distribution.

Pour le bourrage des trous de mine, on ne devra jamais employer des bourroirs de fer, ou de métal.

Re.—BOISAGE DES TRAVAUX.

Lorsque la nature des roches des parois de puits, galeries ou autres travaux souterrains offrent des dangers, on devra faire les boisages ou garnissages nécessaires pour assurer la protection et la sécurité des ouvriers.

Re.—ECHELLES.

Les échelles des puits pour l'entrée et la sortie des ouvriers seront installées en portées n'excédant pas 25 pieds, avec petits paliers de repos. Dans ces paliers seront disposées des ouvertures juste suffisantes pour le passage d'un homme, de manière qu'en cas de chute l'ouvrier ne puisse tomber à travers ces ouvertures d'une échelle à l'autre.

Les échelles devront être entièrement entourées d'une cloison pleine, les séparant complètement de la partie du puits servant à l'extraction.

La translation des ouvriers ne se fera jamais par bennes flottantes.

AUTORITE DE L'INSPECTEUR ET PENALITES.

L'inspecteur des mines a pleine autorité pour faire observer les règlements ci-dessus ou pour faire prendre telles autres mesures qu'il juge nécessaires à la protection et à la sécurité des ouvriers employés à l'exploitation des mines ou dans les ateliers de préparation de minéral, ou dans les usines métallurgiques.

Tout propriétaire ou exploitant de mine qui, par lui-même, ou par ses agents, contrevient aux règlements ci-dessus, est sujet aux pénalités mentionnées dans l'article 2207 des S. R. P. Q., 1903.

WM. LEARMONTH.

5161 Greffier Conseil Exécutif, Intérimaire.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Alfred Rancourt, ingénieur mécanicien, et Edmond Rancourt, marchand, de Saint-Benoît Labre, Jean Rancourt, marchand, et Albert Rancourt, comptable, de Saint-Victor de Tring, Albert Legrand, financier, de la cité de Québec, et Henri Lacoursière, médecin, de Saint-Victor de Tring, dans les buts suivants :

Manufacture, installer, réparer, vendre louer ou donner à bail, et faire le commerce d'appareils de précision, électriques, thermostatiques et de tous systèmes d'alarme contre le feu ;

Acquérir à aucun terme qui puisse être consenti, les affaires, clientèle, machinerie, outillage, matériel, brevets d'invention canadiens ou étrangers présents ou futurs, droits et intérêts de Joseph Alfred Rancourt, de Saint-Benoît Labre, comté de Beauce, dans la province de Québec, et de toute autre personne, société ou corporation ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de la compagnie demandant par le présent l'incorporation, et se rendre responsable de toute obligation y ayant rapport ;

Acquérir, demander, enregistrer, mettre en opération, octroyer ou louer à d'autres les droits exclusifs ou limites d'icelles, et autrement jouir du

hours shall be kept, and this supply shall be stored in wooden boxes, in a part of the mine not less than 100 feet distant from all drilling or mining work. Such supply shall be in charge of an experienced man, who will apportion the explosives as they are needed.

In charging holes, no iron or metal tools shall be used for tamping.

Re.—TIMBERING.

When the enclosing rocks are not safe, shafts, winzes, level and other underground workings in use shall be suitably timbered, cased or lined, or otherwise made secure.

Re.—LADDER WAYS.

The ladder in shaft or winze shall be in lengths not exceeding 25 feet each, with platforms at each of these intervals. These platforms shall be closely covered, with the exception of an opening just large enough to permit the passage of a man's body, so arranged that it would not be possible for a person to fall through this opening from one ladder-length to the one below.

The ladder way shall be encased by a closely boarded partition, separating it completely from the compartment of the shaft used for hoisting the material.

No person shall be hoisted or lowered by means of buckets or skips without vertical guides.

AUTHORITY OF INSPECTOR AND PENALTIES.

The Inspector of Mines has full authority to enforce the above regulations, or to exercise such other powers as he may judge necessary to ensure the safety and protection of miners and other persons employed in or about mines, mills or smelters.

Non compliance, on the part of mine-owners or his agents, with any rule contained in these regulations, shall be deemed an offence subject to penalties mentioned in article 2207 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

WM. LEARMONTH.

5162 Acting Clerk Executive Council.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1912, incorporating Messrs. Joseph Alfred Rancourt, mechanical engineer, and Edmond Rancourt, merchant, of Saint-Benoît Labre, Jean Rancourt, merchant, and Albert Rancourt, accountant, of Saint-Victor-de-Tring, Albert Legrand, financier, of the city of Quebec, and Henry Lacoursière, physician, of Saint-Victor-de-Tring, for the following purposes :

To manufacture instal, repair, sell, rent or lease and deal in self-recording instruments, electrical and thermostatical apparatuses and in any fire-alarm system.

To acquire on any conditions which may be agreed upon, the business, good-will, machinery, equipment, plant, present or future, Canadian or foreign patents of invention, rights and interests of Joseph Alfred Rancourt, of Saint-Benoît Labre, county of Beauce, in the province of Quebec and of any other person firm or corporation, having altogether or partly the same objects as this company hereby praying for incorporation and to assume any liabilities in connection therewith.

To acquire, apply for, register, operate grant or lease to others the exclusive rights or limits thereof and otherwise enjoy the benefit of the patent

onéficé des droits de brevets ou patentes, marques de commerce, droits de propriété et dessins industriels ayant rapport aux fins ci-dessus mentionnées, et manufacturer, louer et faire le commerce de toute sorte de machines, appareils, outils et matériel nécessaires pour aucun des objets ci-dessus mentionnés ;

Souscrire, prendre, posséder ou acheter les actions et autres garanties de toute compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de la compagnie ;

Louer, vendre la propriété et l'actif de la compagnie, ou aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos y compris les actions et autres garanties de toute compagnie les achetant ou acquérant ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et acheter, vendre et faire le commerce d'immeubles que la compagnie jugera à propos, en outre de ceux qui peuvent être requis pour les affaires de la compagnie, et les faire, engager ou hypothéquer, selon que la compagnie jugera à propos ;

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie et de contracter des obligations financières et commerciales à cet effet ;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables ; tels bons, obligations ou autres valeurs ne devant pas être pour une somme moindre de cent piastres

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Automatic Fire Alarms, Limited", avec un capital de dix mille piastres (\$10 000 00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Benoit Labre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5251

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Napoléon F. Jacques, marchand, Eugène Paquet, bijoutier, Didace I. Pouliot, courtier, Joseph N. Falardeau, comptable, de la cité de Québec, et Joseph Tavernier, bourgeois, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par option, achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toute sorte d'immeubles et propriétés immobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carés, boulevards ou terrains aux termes et conditions que le compagnie peut juger à propos et faire ou entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, canaux, égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, canaux, (canaux), égouts et autres travaux propres à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le loyer d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété im-

rights, trade-marks, property rights, and manufacturing designs in connection with the above mentioned purposes and manufacture, lease and deal in all kinds of machinery, apparatus, tools and materials requisite for any of the above mentioned objects ;

To subscribe for, take, hold or buy shares and other securities of any other company having altogether or partly the same objects as this company ;

To lease, sell the property and assets of this company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit including, shares and other securities of any company, purchasing or acquiring same, or otherwise dispose thereof ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and buy, sell and deal in any real estate that the company, may deemed proper in addition to that which may be required for the business of this company and to pledge or hypothecate same as the company may think fit ;

To borrow money for the business of this company and to contract financial and commercial obligations for that purpose.

To issue bonds, debentures or other securities and to give same as security or sell same for the price and amount deemed convenient ; such bonds, debentures or other securities not to be for an amount less than one hundred dollars.

To do all acts ; exercise all powers and carry on all operations requisite for the purposes of this company under the name of Automatic Fire Alarms, Limited, with a capital of ten thousand dollars (\$1,000.00) divided into one hundred (100), shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be at Saint Benoit Labre.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5252

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1912, incorporating Messrs. Napoléon F. Jacques, merchant, Eugène Paquet, jeweler, Didace I. Pouliot, broker, Joseph N. Falardeau, accountant, of the city of Québec, and Joseph Tavernier, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by option, purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveable and immoveable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, boulevards or lands, upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and side-walks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers, to aid by advances of money in the construction and maintenance of roads streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges on real property to secure

mobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitables aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Acheter le pouvoir électrique, et le vendre et distribuer pour éclairage, dans le district de Québec, pour manufacture ou autres fins en rapport avec toutes parties des affaires de la compagnie ;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement, toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; et prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en aucun arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et demander de toute telle administration ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie ;

Placer et faire des affaires avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou

any debt due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To buy electric power and sell and distribute same in the district of Quebec for lighting, manufacturing and other purposes in connection with any part of the business of this company ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into any arrangement with any governments and authorities municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's object, or any of them, and to apply for any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other, purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power privilege, license or concession which

concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par hypothèque, obligations ou engagement sur la dite propriété ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissifères, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de tout autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaire ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne sont pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles de Cap Rouge Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5171-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Albert D. Denis, marchand de nouveautés, Tancred Denis, bourgeois, L. Elzéar Beauregard, avocat, J. Ovide St-Pierre, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, Procul Cardinal, cultivateur, de la paroisse de Saint-Rédempteur, comté de Vaudreuil, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtier d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre ;

this company may legally acquire, and in payment or part payment, of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To borrow money and guarantee the payment thereof by means of hypothecs, obligations or pledge on the said property ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of one company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "La Compagnie d'Immeubles de Cap Rouge Limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5172

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the seventh day of December, 1912, incorporating Messrs. Albert D. Denis, linen draper, Tancred Denis, gentleman, L. Elzéar Beauregard, advocate, J. Ovide St-Pierre, real estate agent, of the city of Montreal, Procul Cardinal, farmer, of the parish of Saint-Rédempteur, county of Vaudreuil, for the following purposes :

To deal in real estate in all its branches ;

To carry on business as real estate broker in all its branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell,

échanger toute sorte d'immeubles et propriétés immobilières et mobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie pourra juger à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, drainages et égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux jugés propres à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le loyer d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtier d'assurance ;

Faire toutes autres affaires, qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou nécessaires, directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, toute partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant des affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens jugés convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires et transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; lui prêter de l'argent, garantir ses contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations et débetures et autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies

exchange and dispose of all kinds of moveable and immoveable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares or lands, upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers ; to aid by advances of money in the construction and maintenances of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business which may be conveniently carried on in connection with the above objects or necessary, directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on the business which the company is authorized to carry on or possessed of property deemed suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business and transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds and debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangement with any governments and authorities municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for

dans le but d'acquiescer tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Émettre des actions, acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquiescer, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant les affaires semblables à celles de cete compagnie ou y ayant raport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissores, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de tout autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquiescer autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaire ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Faire, signer et exécuter tous les actes, contrats et documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins et aux objets que la compagnie projetée a en vue ; faire toutes autres choses qui peuvent être en raport ou utiles à l'accomplissement des susdits objets et les faire, toutes ou aucune, comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Mount Royal Land Company Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to construct, own, and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment, of, or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit ;

To make, sign and execute all deeds contracts and documents whatsoever, which may result from the powers herein mentioned and suitable for the purposes and objects which the projected company has in view ; to do all such other things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects and to do same, all and any (as principals agents and attorneys and exercise all the powers granted by the said Companies' Act, under the name of "Mount Royal Land Company Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
6159 2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. George H. Thibault, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, Séraphin Gauthier, hôtelier, Jean-Baptiste Bisonnette, propriétaire d'écurie de louage, Adéland G. Giroux, forgeron, et Ernest J. Comeau, oculiste, de la ville de Farnham, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtier d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, diviser, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toute sorte d'immeubles et propriétés immobilières et mobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos et faire et entrer en tous arrangements ou contrats (avec toutes personnes, municipalités, corporations, compagnies) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, drainages et égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux propres à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le louage d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie projetée ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toutes sortes à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;

Faire toutes autres affaires, qui peuvent paraître à la compagnie projetée capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitables les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie projetée pourra être autorisée et est autorisée de faire ou possédant des biens jugés convenables pour les fins de cette compagnie projetée ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée à faire dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ; lui prêter de l'argent, garantir ses contrats ou aider autrement

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
5160 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1912, incorporating Messrs. George H. Thibault, real estate agent, of the city of Montreal, Seraphin Gauthier, hotelkeeper, Jean Baptiste Bisonnette, livery stable proprietor, Adéland G. Giroux, blacksmith, and Ernest J. Comeau, optician, of the town of Farnham, for the following purposes :

To deal in real estate in all its branches ;

To carry on business as real estate broker in all its branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve divide, subdivide, build, upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveable and immoveable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares or lands, upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreements or contracts (with any persons, municipalities, corporations or companies) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and side-walks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers ; to aid by advances of money in the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the projected company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business which may seem to the projected company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the projected company may be and is authorized to carry on or possessed of property deemed suitable for the purposes of this projected company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or com-

toute telle personne ou compagnie et clients ou personnes ayant des intérêts ou relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou autres garanties et débetures de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autres, qui peuvent paraître utiles aux objets et fins de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toutes telles administrations ou autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou partie des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou utiles à la dite compagnie, et construire, et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie projetée ;

Placer les argents non immédiatement requis par la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Emettre des actions acquittées, obligations et débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière et immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie projetée ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires et lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des droits ou des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons ou agents soit seule ou conjointement avec d'autres ;

S'amalgamer avec d'autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie projetée ;

Distribuer par dividendes ou autrement tous ou partie des biens de la dite compagnie

pany, customers or persons having business interests or dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or other securities and debentures of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring the whole or part of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or useful to the said company, and to construct, and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of projected company ;

To invest and deal with the monies not immediately required by the company in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds and debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable and immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment, of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this projected company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having rights or objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with other companies having objects altogether or in part similar to those of this projected company ;

To distribute by dividend or otherwise the whole or part of the property of the said com-

en espèce ou nature, parmi les membres de la compagnie et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de tout autre compagnie;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement;

Faire, signer et consentir, exécuter et accepter tous actes, contrats, documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins et objets que la compagnie projetée a en vue; faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles pour l'accomplissement des susdits objets et les faire toutes ou chacune comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Townships Land Company Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
5193 .2 Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DES COMMUNES.

LES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE
BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation:

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'enbranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

pany in specie, or kind, among the members of the company and particularly paid up shares debentures or debenture stock of any other company;

Generally to purchase take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit;

To make, sign and assent to, execute and accept all deeds, contracts and documents whatsoever which may result from the powers herein mentioned and suitable for the purposes and objects which the projected company has in view; to do all such other things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects, and to do all or any of the above things as principal, agents or attorneys and exercise all the powers granted by the said Companies' Act, under the name of "Townships Land Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
5194 Deputy Provincial Secretary.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES
OF PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. For acts of Incorporation.

(a) a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration attaquée qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'une traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask,

due du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

5033

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit

the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

5034

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights

pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de

or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician,

médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au réalable une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant le bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq' amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

5035

Greffier de l'Assemblée Législative.

surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant must also pay to the Accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition has not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

5036

Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que John Henry Hutcheson, entrepreneur, Arthur Jarvis Darling, manufacturier, William Walter Williamson, marchand, Walter Edward Julius Luther, courtier, William d'Oyley Hutchins, comptable, William George Kent, manufacturier, et Edward Soulby Jaques, exportateur, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'incorporation d'un club pour les fins de divertissements, sous le nom de "The Whitlock Golf Club."

BLAIR, LAVERTY & HALE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 novembre 1912. 4861.5

Avis public est par les présentes donné que Léo Doran, chirurgien dentiste, licencié du Collège Royal des Chirurgiens Dentistes de la province d'Ontario, domicilié à Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Montréal, 5 décembre 1912. 5129.3

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1075.

Dame Elizabeth Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emery Sauriol, entrepreneur, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 décembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 décembre 1912. 5217

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2807.

Dame Alexandrine Coutu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph H. Latraverse, ci-devant du même lieu, mais maintenant absent de cette province, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Joseph H. Latraverse, ci-devant de la cité et du district de Montréal, maintenant absent de cette province, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 novembre 1912.

JOSEPH ADAM,

Procureur de la demandresse.

Montréal, 5 décembre 1912. 5145-2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6345

Dame Philomène Beaudoin, épouse commune en biens de Arsène Demers, charretier, du village de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Arsène Demers, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

ALPHONSE MARTINEAU,

Procureur de la demandresse.

Joliette, 12 novembre 1912. 4863-5

Applications to the Legislatnre

Notice is hereby given that John Henry Hutcheson, contractor, Arthur Jarvis Darling, manufacturer, William Walter Williamson, merchant, Walter Edward Julius Luther, broker, William D'Oyley Hutchins, accountant, William George Kent, manufacturer, and Edward Soulby Jaques, exporter, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for incorporation as a club for purposes of recreation under the name of "The Whitlock Golf Club."

BLAIR, LAVERTY & HALE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd November, 1912. 4862

Public notice is hereby given that Leo Doran, dental surgeon, licensed by the Royal College of Dental Surgeons of the Province of Ontario, domiciled at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the granting of a bill authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him as a member of the said College after examination.

Montreal 5th December, 1912. 5130

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1075.

Dame Elizabeth Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emery Sauriol, undertaker, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 6th December, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th December, 1912. 5218

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2807.

Dame Alexandrine Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as property of Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Joseph H. Latraverse, formerly of the city and district of Montreal, but now absent from the province, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 25th day of November, 1912.

JOSEPH ADAM,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th December, 1912. 5146

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6345.

Dame Philomène Beaudoin, wife common as to property of Arsène Demers, carter of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Arsène Demers, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

ALPHONSE MARTINEAU,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 12th November, 1912. 4864

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 94.

Dame Maria Pelletier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Venne Augé, entrepreneur charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Venne Augé, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 octobre 1912.

McAVOY & LAMONTAGNE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 octobre 1912. 5013.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 287.

Dame Fanny Stern, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Goldberg, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Max Goldberg, Défendeur.

Une action a été instituée en cette cause, le 21 novembre 1912.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1192. 4935-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 878.

Dame Mathilda L. Stone, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George R. Hall, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

George R. Hall, du même lieu, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16e jour de novembre 1912.

J. P. WHELAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 23 novembre 1912. 4937.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 315

Dame Minnie Fast a intenté une action en séparation de biens contre son mari Louis Hyams.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 novembre 1912. 5095.3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 261.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre son mari, par Dame Délia Rancourt, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Napoléon Bourgeois, du même lieu.

STANISLAS POULIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 28 novembre 1912. 5061.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4178.

Dame Rosianne Hébert a intenté une action en séparation de biens contre Joseph Mondoux.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1912. 5093-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 94.

Dame Maria Pelletier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Venne Augé, cartage contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Venne Augé, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 29th October, 1912.

McAVOY & LAMONTAGNE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 31st October, 1912. 5014

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 287.

Dame Fanny Stern, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Goldberg, barber, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Max Goldberg, Defendant .

An action for separation as to property has been instituted in this case, on 21st November, 1912.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st November, 1912. 4936

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 878.

Dame Mathilda L. Stone, of the city and district of Montreal, wife common, as to property of George R. Hall, merchant, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

George R. Hall, of the same place, merchant, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 16th day of November, 1912.

J. P. WHELAN,
Attorney for plaintiff.
Montréal, 23rd November, 1912. 4938

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 315.

Mrs. Minnie Fast has instituted an action for separation as to property against her husband Louis Hyams.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 25th November, 1912. 5096

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 261.

An action for separation as to property against her husband, has been, to-day, instituted by Dame Délia Rancourt, of the town of Saint Johns, district of Iberville, wife of Napoléon Bourgeois, of the same place.

STANISLAS POULIN,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 28th November, 1912. 5062

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4178.

Mrs. Bosianne Hébert has instituted an action in separation as to property against her husband Joseph Mondoux.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montréal, November 21st, 1912. 5094

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1530.

Dame Diana Brazeau, épouse commune en biens de Damase Mathieu, laitier, tous deux de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Damase Mathieu, laitier, du même endroit,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.
LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 2 décembre 1912. 5071.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2024.

Dame Rosse Peritz, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre Moses Goldman, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1912. 4985-4

Cour Supérieure.—Quebec.
No 1965.

Dame Emma LaRue, épouse commune en biens de Camélien Joseph Lockwell, agent d'immeubles, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Camélien Joseph Lockwell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause.
DARVEAU & DARVEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 15 novembre 1912. 4833.5

Cour Supérieure.—Beauce.
No 982.

Dame Ludvine Lacombe, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, épouse commune en biens de Joseph Achilas Dallaire, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Achilas Dallaire, marchand, de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6e jour de décembre 1912.

HAMEL & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 9 décembre 1912. 5149-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2095.

Dame Florida Bernier, épouse de Ulric alias Uldéric Desjardins, typographe, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Ulric alias Uldéric Desjardins,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 décembre 1912.
J. H. O. PAPIILLON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 décembre 1912. 5213-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1530.

Dame Diana Brazeau, wife common as to property of Damase Mathieu, milkman, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice" for the purpose hereof,
Plaintiff ;

vs

Damase Mathieu, milkman, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on this day.
LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd December, 1912. 5072

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2024.

Dame Rosse Peritz, of the city of Montreal, duly authorized, has taken an action for separation as to property against Moses Goldman, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st November, 1912. 4986

Superior Court.—Quebec.
No. 1965.

Dame Emma LaRue, wife common as to property of Camélien Joseph Lockwell, real estate agent, of the city of Quebec, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Camélien Joseph Lockwell, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in the present case.
DARVEAU & DARVEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 15th November, 1912. 4834

Superior Court.—Beauce.
No. 982.

Dame Ludvine Lacombe, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, wife common as to property of Joseph Achilas Dallaire, of the same place, merchant, and hereto duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Achilas Dallaire, merchant, of the parish of Saint-Evariste de Forsyth,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 6th day of December, 1912.

HAMEL & FARIBAUT,
Attorneys for plaintiff
Saint Joseph, Beauce, 9th December, 1912. 5150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2095.

Dame Florida Bernier, wife common as to property of Ulric alias Uldéric Desjardins, typographer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Ulric alias Uldéric Desjardins,
Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case.
J. H. O. PAPIILLON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 12th December, 1912. 5214

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 998.

Dame Alice Plourde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Raymond, entrepreneur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 23 novembre 1912. 4983.3

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le seizième jour de janvier 1913, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois.

La Compagnie de Chemin de Fer
 Canadien du Pacifique,
 Par J. O. APPS,
 Agent général du bagage.
 Montréal, 19 novembre 1912. 4867.5

THE LITTLE NATION RIVER RAILWAY CO.

Avis est par les présentes donné, aux actionnaires de la compagnie de chemin de fer "The Little Nation River Railway Co", qui n'ont pas encore payé les 10/10 appelés par le bureau de direction de la dite compagnie, en date des 7 et 28 mai 1907, 18 octobre de la même année et 14 janvier 1910, relativement à la souscription pour la formation de la compagnie et premier et deuxième dixième appelés sur les actions de la deuxième émission, sont requis de les payer dans les trente jours de la date des présentes, pour éviter que leurs actions ne soient confisquées, tel que prévu par la loi.

Le montant dû en vertu des appels ci-haut mentionnés est payable au soussigné secrétaire trésorier de la compagnie, à son bureau, 35, rue Saint-André, Ottawa, Ont.

Ottawa, Ont., le 28e jour de novembre 1912.
WILFRID PARIEN,
 5005.4 Secrétaire-trésorier.

THE LITTLE NATION RIVER RAILWAY Co.

Avis est par les présentes donné que le bureau de direction de la susdite compagnie, à une assemblée tenue le dix-neuvième jour de novembre courant 1912, a fait un appel de 1/10 sur toutes les actions de la troisième émission souscrite à la compagnie, et que le dit appel est payable à Wilfrid Parisien, secrétaire-trésorier de la compagnie, à son bureau, 35, rue Saint-André Ottawa, Ont., dans les trente jours de la date des présentes.

Ottawa, Ont. le 28ème jour de novembre 1912.
WILFRID PARIEN,
 5003.4 Secrétaire-trésorier.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 998.

Dame Alice Plourde, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Raymond, contractor, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 23rd November, 1912. 4984

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 16th of January, 1913, at ten o'clock a. m., in the basement of its Windsor street station, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months.

The Canadian Pacific Railway Company,
 Per J. O. APPS,
 General Baggage Agent.
 Montreal, 19th November, 1912. 4868

THE LITTLE NATION RIVER RAILWAY CO.

Notice is hereby given, to the shareholders of The Little Nation River Railway Co., who have not yet paid the 10/10 called by the board of directors of the said company, bearing dates the 7th and 28th May, 1907, 18th October of the same year and 14th January, 1910, respecting the subscription for the formation of the company and the first and second tenth called on the shares of the second issue, are required to pay same within thirty days from the date of this present notice to avoid the forfeiture of their shares, as provided by law.

The amount due on the above mentioned calls is payable to the undersigned secretary-treasurer of the company, at his office, 35, Saint Andrew street, Ottawa, Ont.

Ottawa, Ont., the 28th day of November, 1912.
WILFRID PARIEN,
 5005 Secretary-Treasurer

THE LITTLE NATION RIVER RAILWAY Co.

Notice is hereby given that the board of directors of the aforesaid company, at a meeting held on the nineteenth day of November instant, 1912, made of call of 1/10 on the whole of the shares of the third subscribed issue of the company, and that the said call is payable to Wilfrid Parisien, secretary-treasurer of the company, at his office, 35, Saint Andrew street, Ottawa, Ont., within thirty days from date of this present notice.

Ottawa, Ont., the 28th day of November, 1912.
WILFRID PARIEN,
 5004 Secretary treasurer.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section du district de Québec.—Section of the district of Québec.

Examens des candidats pour l'étude.—Examinations of candidates for the study of law.

Examen de janvier 1913.—Examination of January, 1913.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Age.	Résidence.	Collège.
Sylvestre.....	Armand.....	22	Charlesbourg....	Sém. de Québec et collège de Lévis

CHARLES SMITH,
 Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Québec.
 Québec, 14 décembre—14th December, 1912. 5237-38

Liste des candidats pour l'admission à la pratique du droit—District de Bedford.

List of candidates for admission to the practice of law—District of Bedford.

Examens de janvier 1913.—Examinations of January 1913.

Nom.—Name.	Prénoms.—Surname.	Résidence.	Age.	Collèges.—Colleges.
Choquette.....	Léopold.....	Sweetsburg.....	26	Feller Institute, Grande Ligne and J. H. de Kermeno, Montreal.
Chartier.....	Clarence E.....	Sainte Pudentienne.	20	

5219-20

GEO. HENRY BOIVIN,
 Secrétaire, section de Bedford, barreau de la province de Québec.
 Secretary, Bedford section Bar of the province of Quebec.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 14 janvier 1913.—Examinations, 14th January, 1913.

No	Noms.— Names.	Prénoms.— Surnames.	Age	Résidence.	Collège.
1	Adam.....	Gustave.....	18	Montréal.....	Prof. André & de Kermeno.
2	Bourassa.....	Robert.....	19	".....	M. St. Louis & de Boissieu.
3	Brais.....	Philippe.....	18	".....	St. Marie de Monnoir & Cours de Boissieu.
4	Budyk.....	Harry.....	19	".....	Mt. Royal School & Montreal High School.
5	Cameron.....	N. S.....	22	".....	Winchester High School, Ont. & Cours de Boissieu.
5½	Cardinal.....	O.....	21	".....	Collège Ste. Marie.
6	Coonan.....	T. J.....	23	".....	St. Ann's School, Private Tutor.
7	Demers.....	Sadi.....	18	".....	Mt. St. Louis, Coll. Ste. Marie & Cours de Kermeno.
8	Eliasoph.....	S.....	26	".....	Quebec High School & McG. University.
9	Elliott.....	John E. C.....	19	".....	Central School Goderich, Collegiate Institute Goderich, Ont.
10	Gervais.....	Chs.....	18	Westmount.....	Coll. Montreal & précepteurs particuliers.
11	Goldberg.....	Jos. S.....	21	Montreal.....	Dufferin Sch. & Montreal High School.
12	Lamalice.....	Silvio.....	17	".....	Ecole Comm. du Plateau & Leblond de Brumath.
13	Lavigne.....	Lionel.....	18	".....	Coll. Ste. Marie & Cours de Boissieu.
14	Leblanc.....	Evariste.....	20	".....	Coll. Ste. Marie.
15	Lefebvre.....	P. E.....	26	".....	Coll. Ste. Marie.
16	Lessard.....	G. E.....	21	".....	Coll. Ste. Marie, Mt. St. Louis & de Boissieu.
17	Lorrain.....	Paul J.....	23	".....	Coll. St. Paul de Varennes, Cours de Boissieu.
18	Marcotte.....	E.....	18	".....	Mt. St. Louis & Cours de Boissieu.
19	Mignault.....	Gustave.....	22	".....	Sém. de Ste. Thérèse.
20	Robert.....	Geo.....	22	".....	Coll. Ste. Thérèse.
21	Rosen.....	Jack.....	20	".....	Montreal High School.
22	Tellier.....	Léopold.....	22	".....	Coll. de l'Assomption & Cours de Kermeno.
23	Thouin.....	J. A.....	20	".....	Ecole & Coll. de l'Assomption.
24	Tucker.....	T. G.....	19	Saint-Lambert...	St. Lambert's Academy & Private Tutor (Shortell).
25	Vanier.....	L.....	21	Montréal.....	Coll. Ste. Marie.

GUILLAUME SAINT PIERRE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
 Montréal, 14 décembre.—14th December, 1912.

5239-40

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 5432.

Jacques Marchand, Demandeur ;
 vs
 Walter MacDonald, Défendeur.

Avis est donné que le douzième jour de décembre mil neuf cent douze, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Walter MacDonald, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. M. DUGUAY, notaire,
 Curateur.

La Baie du Febvre, 18 décembre 1912. 5221

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "The Royal Importing and Manufacturing Co.", Montréal. Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 7 janvier 1913, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,
 HENRI DESROSIERS,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
 Comptables et liquidateurs,
 Ch. 24-55, rue Saint François-Xavier.
 Montréal, 23 décembre 1912. 5223

District de Saguenay.

Dans l'affaire de Langevin Frères, Malbaie, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 décembre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 18 décembre 1912. 5245

District de Kamouraska.

Dans l'affaire de George Rouleau, Saint Louis de Ha ! Ha !, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 14 décembre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 18 décembre 1912. 5243

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur dans l'affaire de Michael James Ahern, de Grande Rivière, marchand, Insolvable.

Les créanciers sont requis de me produire leur réclamation dûment attestée sous serment d'ici à 30 jours.

R. ERNEST LEFAIVRE,
 Curateur.

Québec, 17 décembre 1912. 5249

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court*
 No. 5432.

Jacques Marchand, Plaintiff ;
 vs
 Walter MacDonald, Defendant.

Notice is hereby given that, on the twelve day of December, one thousand nine hundred and twelve, by order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Walter MacDonald, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this date.

J. M. DUGUAY, notaire,
 Curator.

La Baie du Febvre, 16th December, 1912. 5222

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The Royal Importing & Manufacturing Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is hereby declared which will be open for contestation until Tuesday, 7th January, 1913, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,
 HENRI DESROSIERS,
 Joint curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
 Accountants and liquidators,
 Room 24-55, Saint François Xavier street.
 Montreal, 23rd December, 1912. 5224

District of Saguenay.

In the matter of Langevin Frères, Murray Bay, Insolvable.

In virtue of an order of the court, dated 17th December, 1912, I have been appointed curator to his estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 18th December, 1912. 5246

District of Kamouraska.

In the matter of George Rouleau, Saint Louis de Ha ! Ha !, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 14th December, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 18th December, 1912. 5244

Notice is hereby given that the undersigned was appointed curator in the matter of Michael James Ahern, of Grande Riviere, merchant, Insolvent.

The creditors are requested to file their sworn claims with me, within twenty days from date.

R. ERNEST LEFAIVRE,
 Curator.

Quebec, 17th December 1912. 5256

Dans l'affaire de Beaubien Produce Milling Co.,
Ltd., En liquidation.
Avis est par le présent donné qu'un cinquième
et dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et sera payable à mon bureau le et
après le 31e jour de décembre 1912.

A. GIROUX,
Liquidateur.

9, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 16 décembre 1912. 5247

Avis public est par le présent donné que Jean-
Baptiste-Josephat Phaneuf, épiciier, ci-devant des
cité et district de Saint-Hyacinthe, et maintenant
de la paroisse de Laprésentation, dit district, a, le
17 décembre courant, fait régulièrement cession de
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
bureau du protonotaire de la Cour supérieure du
district de Saint-Hyacinthe, et que J. Charles Thi-
vierge, gérant de la succursale de la Banque Ho-
chelaga, à Saint-Hyacinthe, a été dument nommé
gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 18 décembre 1912.
J.-O. BEAUREGARD,
5265 Avocat du dit gardien provisoire.

Ventes de Faillite

Dans l'affaire de Dame Véronique Lortie, "F.
Beauchamp & Cie", Montréal, Faillie.
Les soussignés vendront les biens immeubles
ci-dessous appartenant à la susdite succession, par
encan public, dans leurs salles de vente, 453, rue
Saint-Jacques, Montréal, MARDI, le 14 JANVIER
1913, à 11 heures A. M., savoir :

10 lots de terre désignés sous les numéros (n.
315-1032 à 1041, inclusivement), du plan officiel de
la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, Qué., avec
le droit de passage dans les ruelles situées en arrière
des dits lots.

FRASER BROS,
Commissaires priseurs.

W. T. HOOD,
Curateur.
205, rue Saint-Jacques,
Montréal. 5255

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3275.

De. C. Maillé et vir, Demandresse ;

Hector Maillé et al, vs Défendeurs ;

Elie Maillé ès qual, & Défendant by reprise d'instance.

Avis est par le présent donné que, par et en
vertu d'un jugement de la cour supérieure,
siégeant à Montréal, dans le district de Mon-
tréal, le neuvième jour de décembre mil neuf
cent douze, dans une cause où Dame Caroline
Maillé, de la cité et du district de Montréal,
épouse contractuellement séparée de biens de
Philorum Placide Raby, plombier, du même
lieu, et le dit Philorum Placide Raby, pour
autoriser son épouse aux fins des présentes,
sont demandeurs, et Hector Maillé, agent d'im-
meubles, de la ville de Longueuil, district de
Montréal, Dame Célina Maillé, épouse séparée
de biens de Louis G. Goudreau, bourgeois, et
le dit Louis G. Goudreau pour autoriser son

In the matter of Beaubien Produce Milling Co.,
Ltd. In liquidation.
Notice is hereby given that a fifth and last di-
vidend sheet has been prepared in this matter, and
will be payable at my office on or after the 31st day
of December, 1912.

A. GIROUX,
Liquidator.

9, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 16th December, 1912. 5248

Public notice is hereby given that Jean Baptiste
Josephat Phaneuf, grocer, formerly of the city and
district of Saint Hyacinthe, and now of the parish
of Laprésentation, said district, has, on the 17th
December instant, regularly made an assignment
of his property for the benefit of his creditors, at
the office of the prothonotary of the superior court
of the district of Saint Hyacinthe, and that J.
Charles Thivierge, manager of the branch of the
Hochelaga Bank at Saint Hyacinthe, was duly ap-
pointed provisional guardian.

Saint Hyacinthe, 18th December, 1912.
J. O. BEAUREGARD,
5266 Advocate of the said provisional guardian.

Insolvent Sales

In the matter of Dame Veronique Lortie "F.
Beauchamp & Cie.", Montreal, Insolvent.
The undersigned will sell the following assets
belonging to the above estate by public auction at
their salesrooms, 453, Saint James street, Mon-
treal, on TUESDAY, 14th JANUARY, 1913, at
11 A. M., viz :

10 lots of land designated as (P 315-1032 to 1041
inclusive) of the official plan of the parish of Saint
Joseph de Chambly, Que., with right of passage in
the lanes situated in rear of said lots.

FRASER BROS,
Auctioneers.

W. T. HOOD,
Curator.
205, Saint James street,
Montreal. 5256

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 3275.

De. C. Maillé et vir, Plaintiff ;

Hector Maillé et al, vs Defendants ;

Elie Maillé ès qual, & Defendant by reprise d'Instance.

Notice is hereby given that, under and by
virtue of a judgment of the Superior Court,
sitting at Montreal, in the district of Mon-
treal, the ninth day of December, one thousand
nine hundred and twelve, in a cause in which
De. Caroline Maillé, of the city and district of
Montreal, wife contractually separated as to
property of Philorum Placide Raby, plumber,
of the same place, and the said Philorum
Placide Raby, to authorize his said wife
for these presents, are plaintiffs, and
Hector Maillé, immovable agent, of the
city of Longueuil, district of Montreal,
Dame Célina Maillé, wife separated as to prop-
erty of Louis G. Goudreau, gentleman, and the

épouse aux fins des présentes, Dame Victoria Maillé, veuve de feu Alphonse Théophile Deguise, en son vivant, commis-voyageur, Dame Délina Pagé, ces quatre derniers de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tutrice à Victoria et Hortense Maillé, filles mineures de feu François-Xavier Elie Maillé, en son vivant gardien, de la ville de Longueuil, district de Montréal, et de la dite Dame Délina Pagé, Delles Céliina Maillé, Blandine Maillé, filles majeures et usant de leurs droits, Elie Maillé, accordeur de piano, Rosario Maillé, pressier, et Horace Maillé, bijoutier, ces cinq derniers de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, et Elie Maillé en sa qualité de tuteur, à Victoria et Hortense Maillé, filles mineures de feu François Elie Maillé, en son vivant gardien, de la ville de Longueuil, et de feu Dame Délina Pagé, son épouse décédée depuis l'institution de cette action, défendeur par reprise d'instance, ordonnant la licitation de certaines propriétés immobilières décrites comme suit, à savoir :

Un terrain situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, étant la plus grande partie sud-ouest du lot de terre portant le No huit cent vingt-huit (828) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent ; le terrain présentement décrit contenant environ quarante-deux pieds et neuf pouces (42 pds. et 9 pes.) de largeur par soixante-deux pieds de profondeur (62 pds.) borné en front au nord-est par la nouvelle ligne de la rue Saint-Laurent, en arrière par le lot numéro huit cent vingt-trois (823), du côté nord-ouest par le lot numéro huit cent vingt-sept (827), et du côté sud-est par le lot numéro huit cent vingt-deux (822), du dit plan officiel—avec une maison en brique, façade en pierre, avec deux magasins et deux logements au-dessus et autres bâtisses sus-érigées.

Un autre terrain situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, portant le numéro quatre cent soixante-dix-huit (478), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, contenant trente-quatre pieds et neuf pouces (34 pds 9 pes) de largeur par soixante-seize pieds et six pouces (76 pds 6 pes) de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné en front au sud-ouest par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière par le lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477), du côté sud-est par le lot numéro quatre cent soixante-onze (471), du dit plan officiel, et du côté nord-ouest par la rue de Montigny—avec une maison en briques à deux étages et autres bâtisses sus-érigées, avec aussi droit en commun avec le propriétaire du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477), dans un passage de sept pieds et demi (7½ pds) de largeur sur une profondeur de trente-huit pieds (38 pds), tels qu'il existe depuis nombre d'années entre les dites deux propriétés.

Un lot de terre connu et désigné subdivision numéro douze cent vingt-deux (1222), du lot numéro quinze (15), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, contenant vingt pieds (20 pds) de largeur par soixante-quatre pieds (64 pds) de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées et le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent un (201), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, county de Chambly, mesurant cent douze pieds (112 pds) de front par trois cent soixante-dix (370), dans une ligne et trois cent vingt (320) dans l'autre, superficie quarante mille six cent quarante pieds (40,640 pds)—avec les bâtisses dessus construites, sans garantie de mesure précise.

Un lot de terre rue Montarville, connu et désigné sous le numéro cinq (5) du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil,

said Louis G. Goudreau to authorize his wife for these presents, Dame Victoria Maillé, widow of late Alphonse Théophile Deguise, in his lifetime commercial traveller, Dame Délina Pagé, these last four of the city and district of Montreal, in her quality of tutrix to Victoria and Hortense Maillé, minor children of late François Xavier Elie Maillé, in his lifetime constable, of the city of Longueuil, district of Montreal, and of the said Dame Délina Pagé, Delles Céliina Maillé, Blandine Maillé, spinster, of the full age of majority, Elie Maillé, jeweller, these last five of the city and district of Montreal, are defendants, and Elie Maillé in his quality of tutor of to Victoria and Hortense Maillé, minor daughters of late François Elie Maillé, in his lifetime constable, of the town of Longueuil, and late Dame Délina Pagé, deceased since the institution of the present action, defendant by reprise d'instance, ordering the licitation of certain immoveable properties described as follows, to wit :

A lot of land situated in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, being the largest part south west of lot bearing the number eight hundred and twenty eight (828), on the official plan and book of reference of said Saint Lawrence ward, the lot of land presently described containing about forty two feet (42) and nine inches (9) of width by sixty two feet (62) in depth ; bounded in front on the north east by the new line of Saint Lawrence street, in rear by the lot number eight hundred and twenty three, (823), on the north west side by the lot number eight hundred and twenty seven (827), and on the south east side by the lot number eight hundred and twenty two (822), on the said official plan—with a building in brick, with the front in east stone with two stores and two tenements above and other buildings thereon erected.

Another lot of land situated in Saint Louis ward in the city of Montreal, bearing the number four hundred and seventy eight (478), on the official plan and book of reference of said Saint Louis ward, containing thirty four feet and nine inches (34 and 9) in width by sixty six feet and six inches (76 and 6) in depth, english measure, and more or less ; bounded in front on the south west by Saint Elizabeth street, in rear by the lot number four hundred and seventy seven (477), on the south east by the lot number four hundred and seventy one (471), on the said official plan, and on the north west side by the Montigny street—with a brick building, two stories high and other buildings thereon erected, with also a right in common with the proprietor of lot number four hundred and seventy seven (477), in a passage of seven feet and a half (7½) in width by a depth of thirty eight feet (38), as they exist since many years between the said two properties.

A lot of land known and designated as subdivision number twelve hundred and twenty two (1222), of lot number fifteen (15), on the official plan and book of reference of Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, containing twenty feet (20) in width by sixty four feet (64) in depth—with the buildings thereon erected and a right of passage in the lane in rear of said lot.

A lot of land known and designated under number two hundred and one (201), on the official plan and book of reference of the village of Longueuil county of Chambly, measuring one hundred and twelve feet (112) in front by three hundred and seventy feet in one line and three hundred and twenty feet (320) on the other, superficie forty thousand six hundred and forty feet (40,640)—with the buildings thereon erected, without guarantee of precise measure.

A lot of land in Montarville street, known and designated under the number five (5) of original lot number one hundred and ninety seven (197), on the official plan and book of reference of the

comté de Chambly, mesurant cent pieds (100 pds) par cent vingt pieds (120 pds), plus ou moins, mesure anglaise, sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour de JANVIER 1913, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

BENJ. BENOIT,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 11 décembre 1912. 5175
[Première publication, 14 décembre 1912.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 26 novembre 1912, dans une cause dans laquelle Antoinette Tate, fille majeure et usant de ses droits de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, est demanderesse; et Dame Harriet alias Hattie Ricard, veuve de feu George Henry Tate, en son vivant de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des états unis d'Amérique, de la dite cité de Montréal, est défenderesse et James Roméo Innes, en sa qualité de tuteur à Harriet Frédérica Marie Tate, de la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, est aussi défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept cent cinq, borné en front par la rue Saint-Denis—avec les bâtisses dessus érigées;

2. Un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, sous le numéro six cent soixante-treize du dit plan, borné en front par la rue Demontigny—avec les bâtisses dessus érigées;

3. La moitié nord-est du lot connu et désigné sous le numéro neuf sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Est, dans la cité de Montréal, borné en front par la rue Saint-Paul, en arrière par la rue des Commissaires, d'un côté par le résidu du dit lot numéro neuf, et de l'autre côté par le lot numéro dix (No 10) des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses qui y sont érigées;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1913, à DIX heures ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite

village of Longueuil, county of Chambly, measuring one hundred feet (100) by one hundred and twenty feet (120), more or less, english measure—without buildings

The immoveables above designed will be put up to auction and adjudge to the last and highest bidder the SIXTEENTH day of JANUARY, 1913, at HALF past TEN of the clock, in the forenoon, sitting the Court, in room No. 31, of the Court House, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BENJ. BENOIT,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 11th December, 1912. 5176
[First published, 14th December, 1912.]

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting and for the district of Montreal, rendered on the twenty sixth day of November, 1912, in a cause in which Antoinette Tate, being of full age and in possession of all her rights, and residing in the city of Montreal, in the district of Montreal is plaintiff, and Dame Harriet alias Hattie Ricard, of the city of Montreal, and widow of the late George Henry Tate in his life time of the city of Boston, in the State of Massachusetts one of the United States of America, is defendant, and James Roméo Innes, in his capacity of tutor, to Harriet Frederica Marie Tate, residing in the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, is also defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

1. The lot of ground situated in the Saint Louis ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, under the number seven hundred and five, (705) and bounded in front by Saint Denis street—with the buildings thereon erected;

2. A lot of ground known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal, under the number six hundred and seventy three (673) of the said plan, bounded in front by Demontigny street—with the buildings thereon erected;

3. The north east half of the lot known and designated, under number nine (9), on the official plan and book of reference of the East ward, in the city of Montreal, bounded in front by Saint Paul street, in rear by Commissioners street, on one side by the remaining portion of said lot number nine; and on the other side by the lot number ten (10) upon said plan and book of reference—with the buildings thereon erected;

The immoveables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1913, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house of the city of Montreal, district of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must

cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TAILLON, BONIN,
MORIN & LARAMEE,
Avocats pour la demanderesse.
Montréal, 2 décembre 1912. 5041-2
[Première publication, 7 décembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } DAME E M M A
No 4907. } DOUELLET ET VIE.
Demanderesse; contre FRANCOIS BERUBE,
fils, Défendeur, saisissant.

1° Le lot de terre (No 44) numéro quarante-quatre, du cadastre officiel pour le huitième rang du canton Cabano, dans le comté de Témiscouata.

2° Le lot de terre (No 45) numéro quarante cinq, du dit cadastre et pour le même rang que ci-dessus.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eusèbe, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1913, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 18 décembre 1912. 5267
[Première publication, 21 décembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Beauce.

Montmagny, à savoir : } ULRIC MARCOTTE,
No 116. } commerçant, de Saint
Georges, district de Beauce, Demandeur; contre
GEORGES POULIN, de Saint-Camille, Défendeur.

1° Les droits et prétentions du dit Georges Poulin, sur le lot No seize (16), du cinquième rang du canton de Bellechasse, district de Montmagny.

2° Les droits et prétentions du dit Georges Poulin, sur la moitié sud-ouest du lot No quinze (15), du cinquième rang du canton de Bellechasse, district de Montmagny.

3° Les droits et prétentions du dit Georges Poulin, sur la moitié nord-est du lot No dix-sept (17), du cinquième rang du canton de Bellechasse, district de Montmagny.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 16 décembre 1912. 5257
[Première publication, 21 décembre 1912.]

e filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

TAILLON, BONIN,

MORIN & LARAMEE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd December, 1912. 5042
[First published, 7th December, 1912.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } DAME E M M A
No. 4907. } DOUELLET ET VIE.
Plaintiffs; against FRANCOIS BERUBE, fils,
seizing, Defendant.

1. The lot of land number forty-four (No. 44), of the official cadastre for the eighth range of township Cabano, in the county of Temiscouata.

2. The lot of land number forty five (No. 45), of the said cadastre and for the aforesaid range.

To be sold as one lot, at the church door of the parish of Saint Eusèbe, on the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 18th December, 1912. 5268
[First published, 21st December, 1912.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Beauce.

Montmagny, to wit : } ULRIC MARCOTTE, tra-
No. 116. } der, of Saint
George, district of Beauce, Plaintiff; against GEORGES
POULIN, of Saint Camille, Defendant.

1. The rights and pretensions of the said Georges Poulin, on lot number sixteen (No. 16) of the fifth range, of the township of Bellechasse, district of Montmagny.

2. The rights and pretensions of the said Georges Poulin, on the south-west half of lot number fifteen (No. 15), of the fifth range of the township of Bellechasse, district of Montmagny.

3. The rights and pretensions of the said Georges Poulin, on the north-east half of lot number seventeen (No. 17), of the fifth range of the township of Bellechasse, district of Montmagny.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 16th December, 1912. 5258
[First published, 21st December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LAND**
No 2269. } **COMPANY OF CANADA**, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HORACE CHAGNON**, Défendeur, maintenant entre les mains de **Louis A. Bédard**, député prothonotaire, curateur nommé par jugement du 20 novembre 1912, au délaissement fait par le dit défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Hochelaga, portant le numéro deux mille cinq cent quarante, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-2540), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT TROISIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 18 décembre 1912. Shérif. 5259

[Première publication, 21 décembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, à Bryson.

Province de Québec, } **ALFONSE E. PRE-**
District de Pontiac. } **AVOST** et **ALBERT**
No 1264. } **ALLARD**, Demandeurs ;

vs **FELIX A. MALONEY**, Défendeur, à savoir : Deux lots de terre connus et décrits sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grand Calumet, comme lots numéros 27 et 28a, dans le septième rang du canton de Grand Calumet—avec toutes les bâisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le **TRENTIEME** jour de **DECEMBRE** 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif, Bryson, 23 novembre 1912. Shérif. 4951.2

[Première publication, 30 novembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME AMANDA GIROUX**
No 47. } **ET VIR** ; vs **LES HERI-**
TIERS de feu Dame Emélie Fradette et al, à

savoir :

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN**
No. 2269. } **COMPANY OF CANADA**, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HORACE CHAGNON**, Defendant, now in the hands of **Louis A. Bédard**, deputy prothonotary, curator appointed by judgment of the 20th November, 1912, to the surrender made by the said defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, bearing the number two thousand five hundred and forty, of the official subdivision of lot number one hundred and forty eight (148-2540), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and the right of way in the lane to the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY THIRD** day of **JANUARY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 18th December, 1912. Sheriff. 5260

[First published, 21st December, 1912.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court, at Bryson.

Province of Québec, } **ALFONSE E. PRE-**
District of Pontiac. } **AVOST** and **ALBERT**
No. 1264. } **ALLARD**, Plaintiffs ; vs

FELIX A. MALONEY, Defendant, to wit : Two lots of land known and described in the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Grand Calumet, a lots number 27 and 28a, in the seventh range of the township of Grand Calumet—with all the improvements and buildings thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the **THIRTY-FIRST** day of **DECEMBER**, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office, Bryson, 23rd November, 1912. Sheriff. 4952

[First published, 30th November, 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME AMANDA GIROUX**
No. 47. } **ET VIR** ; vs **THE HEIRS**
of late Dame Emélie Fradette et al, to wit :

Avis est par le présent donné que les immeubles saisis dans la présente cause, qui devaient être vendus à onze heures du matin, le troisième jour de décembre courant, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix du Cap Rouge, seront vendus à ONZE heures du matin, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, au même endroit. Sujet à une rente foncière, perpétuelle et annuelle de \$9.20, au capital de \$153.50, payable le 29 septembre à Dame Clara Duchesnay et autres.

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du Shérif, Québec, 19 décembre 1912. [Première publication, 21 décembre 1912.]

Notice is hereby given that the immoveables seized in this cause, which should have been sold at eleven o'clock in the forenoon, on the third day of December instant, at the parochial church door of Saint Félix du Cap Rouge, will be sold at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at the same place. Subject to a perpetual and annual ground rent of \$9.20, on a capital of \$153.50, payable on the 29th September to Dame Clara Duchesnay and others.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 19th December, 1912. [First published, 21st December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Sorel, à savoir : } ARTHUR LEBŒUF, comp-
No 194. } A table, de la cité et du district de Montréal, et ARMAND LAROSE, marchand, de la paroisse de Verchères, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de la succession de feu Félix C. Larose, en son vivant marchand, de Verchères, Demandeurs ; contre HERMAS LAROSE, ci-devant de la paroisse de Verchères, et maintenant des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé sur la rue Sainte-Geneviève, au village de la paroisse de Verchères—avec boutique et appentis y érigés, connu et désigné sous le numéro 188, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.

2° Un immeuble situé au village de la paroisse de Verchères—avec une manufacture, une maison et autres bâtisses y érigées, ainsi que tout l'outillage placé dans la dite manufacture à perpétuelle demeure, tels que bouilloires, engins, courroies, tours, machineries et utensiles de toutes sortes, servant à exploiter l'industrie du défendeur, le dit immeuble étant composé du lot No 104 et de la partie nord-est des lots Nos 100, 101 et 103, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères, de la contenance que le dit immeuble peut avoir renfermé dans les limites suivantes, qui sont ses bornes actuelles, étant borné en front au nord-ouest par la rue Saint-Pascal, au nord-est par le lot No 105, appartenant à Vital Chicoine, au sud est par un ruisseau, au sud-ouest par Philibert Pigeon, la ligne sud-ouest étant indiquée par la clôture de division qui sépare la susdite partie nord-est des lots Nos 100, 101 et 103 de la partie de ces mêmes trois lots appartenant à Philibert Pigeon, le dit immeuble contenant environ 100 pieds de front par environ 165 pieds de profondeur, le tout de mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, et le tout formant une seule et unique exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Sorel, 17 décembre 1912. [Première publication 21 décembre 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } ARTHUR LEBŒUF, account-
No. 194. } A ant, of the city of Montreal, and ARMAND LAROSE, merchant, of the parish of Verchères, both in their quality as testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late Felix C. Larose, in his lifetime merchant, of Verchères. Plaintiffs ; against HERMAS LAROSE, heretofore of the parish of Verchères, and now of the city and district of Montreal, Defendant :

1. A lot of land situate on Saint Geneviève street, in the village of the parish of Verchères,—with shop and sheds erected thereon, known and designated under number 188, on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Verchères.

2. An immovable situate in the village of the parish of Verchères—with a manufactory, house and other buildings erected thereon, as well as all the permanent equipment placed in the said manufactory, such as boilers, engines, belting, lathes, machinery and tools of all kinds used in the operation of the business of the defendant, the said immovable being formed of lot No. 104 and of the north-east part of lot Nos. 100, 101 and 103, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Verchères, of the area the said immovable may have enclosed within the following limits which are its present boundaries being bounded in front, to the north west by Saint Pascal street, to the north east by lot No. 105, belonging to Vital Chicoine, to the south east by a stream, to the south west by Philibert Pigeon, the south west line being indicated by the divisional fence, which separates the aforesaid north east part of lots Nos. 100, 101 and 103, from the other part of these same three lots belonging to Philibert Pigeon, the said immovable containing 100 feet in front by about 165 feet in depth, the whole english measure, without guarantee as to exact measurement, and the whole forming one single plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, on the TWENTY SECOND day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 17th December, 1912. [First published, 21st December, 1912.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } A. C. LANDRY, Demandeur; contre HUBERT PINEAU, Défendeur, savoir :

Les lots numéros quarante-cinq et quarante six, de la contenance de cent acres chacun, situés dans le premier rang du canton Massé, district de Rimouski—les bâtisses sus-construites. Sujet aux droits de Joseph Dufour sur une portion de terrain.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Angele de Merici, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 18 décembre 1912. [Première publication, 21 décembre 1912.]

CHS. D'ANJOU,

Shérif.
5269

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski } A. C. LANDRY, Plaintiff; against HUBERT PINEAU, Defendant, to wit :

Lots number forty-five and forty-six (45 and 46), each containing one hundred acres, situate in the first range of township Masse, district of Rimouski, with buildings erected thereon, subject to the rights of Joseph Dufour on a portion of land.

To be sold at the church door of Sainte-Angele-de-Merici, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, 13th December, 1912. [First published, 21st December, 1912.]

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.
5270

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, Demanderesse; contre ROCH GAGNE ET AL, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à deux heures de l'après-midi, le quatrième jour d'avril 1911, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce D'Israëli, aura lieu à DEUX heures de l'après-midi, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1913, à la porte de l'église de la dite paroisse de Sainte-Luce D'Israëli.

Bureau du shérif, Sherbrooke, 17 décembre 1912. [Première publication, 21 décembre 1912.]

HENRY AYLNER,

Shérif.
5225

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, Plaintiff; against ROCH GAGNE ET AL, Defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which should have taken place at two o'clock in the afternoon, on the fourth day of April, 1911, at the church door of the parish of Sainte Luce D'Israëli, will take place at TWO o'clock in the afternoon, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1913, at the church door of the said parish of Sainte Luce D'Israëli.

Sheriff office, Sherbrooke, 17th December, 1912. [First published, 21st December, 1912.]

HENRY AYLNER,

Sheriff.
5226

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ONESIME LEHOULLIER, Demandeur; contre NARCISSE BOULANGER, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Narcisse, au deuxième rang, connue et désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384) et trois cent quatre-vingt-cinq (385), au cadastre offi-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH ONESIME LEHOULLIER, Plaintiff; against NARCISSE BOULANGER, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint-Narcisse, in the second range, known and designated under numbers three hundred and eighty-four (384) and three hundred and eighty-five (385), on the official cadastral for the said parish of Saint-Narcisse, con-

ciel de la dite paroisse de Saint-Narcisse, contenant quatre arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt deux (382), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur; prenant son front au chemin public du deuxième rang, se terminant en profondeur au troisième rang, et joignant des deux côtés à Ernest Goyette.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 décembre 1912. 5253
[Première publication, 21 décembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. OLIVIER LA-
No 126. } COURSIÈRE,
Demandeur; contre GEORGES BORDELEAU,
Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Les lots de terre situés en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, portant les numéros quinze, seize et dix-sept (15, 16 et 17), du premier rang sud-est de la seigneurie de Batiscan, les dits lots de terre formant une superficie d'environ deux cent dix-huit arpents—avec la maison et autres bâtisses y érigées. A distraire des dits lots de terrain appartenant à la fabrique de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 novembre 1912. 4987.2
[Première publication, 30 novembre 1912.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 16e jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. James Ferres, comptable, Henry Noel Chauvin, avocat, de Montréal, Charles Allan Smart, manufacturier, de Westmount, James G. Ross, comptable, et Frederick W. Molson, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et posséder, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toute sorte d'immeubles et propriétés immobilières;

Tracer toutes rues, ruelles, carrés ou terrains et en disposer aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construction, nivellement, pavage, macadamisation et réparation des rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts, aider par des avances d'argent à la construction et entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux calculés pour donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et augmenter sa valeur;

taining four arpents in front by twenty-five arpents in depth—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the second range of the parish of Saint-Narcisse, known and designated under number three hundred and eighty-two (382), on the official cadastre for the parish of Saint-Narcisse, containing two arpents in front by twenty-five arpents in depth; bounded in front by the public road of the second range, and in depth by the third range, and adjoining on both sides to Ernest Goyette.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Narcisse, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th December, 1912. 5254
[First published 21st December, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. OLIVIER LA-
No. 126. } COURSIÈRE
Plaintiff; against GEORGES BORDELEAU, De-
fendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

The lots of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, bearing numbers fifteen, sixteen and seventeen (15, 16 and 17), of the first south east range of the seigniorie of Batiscan, the said lots containing in area about two hundred and eighteen arpents—with a house and other buildings erected thereon. To be taken from the said lots the land belonging to the fabrique of the parish of Saint-Roch de Mékinac.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Roch de Mékinac, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 27th November, 1912. 4988
[First published, 30th November, 1912.]

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of December, 1912, incorporating Messrs. James Ferres, accountant, Henry Paul Chauvin, advocate, of Montreal, Charles Allan Smart, manufacturer, of Westmount, James G. Ross, accountant, and Frederick W. Molson, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilise, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immovables and immoveable property;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, or lands upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation), for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks, or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains, or sewers, to aid by advances of money in the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers, and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, échange et loyer d'immeubles, et pour autre transaction de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lot et autres ayant des affaires avec la compagnie ; Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte, à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport aux susdits objets, ou calculés directement ou indirectement pour augmenter la valeur des biens ou droit de la compagnie, ou les rendre profitables ;

Acquérir et assumer par achat, bail ou autrement toute ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant ces biens propres aux fins de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour actions, profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toutes personnes ou compagnie faisant ou engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir ses contrats ou aider autrement toute personne ou compagnie, ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en aucuns arrangements avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir, et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et assumer, et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licenses ou concessions que cette

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immovables, and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges on real property, to secure any debts due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds, except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for shares, profits, union of interests, cooperation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to established, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangement with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such agreement, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of stock, bonds, or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to construct, own and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity, or otherwise, for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession, which this company may legally acquire

compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie en sa propre propriété ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, ou autrement, et soit seul ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de tout autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne sont pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Summit Realty Limited," avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5241 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 16 décembre 1912.

Avis est par le présent donné que la "Kings' Asbestos Mines" a été dissoute. 5227

No 3012.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 décembre 1912.

Le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile de Milton, comté de Shefford, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, les Nos 6A, 6B, 6C, 7A, 7B, 7C et 7D du premier rang du canton Milton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Pudentienne, paroisse, même comté. 5231

and in payment or part payment, of, or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company in his own property ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares, in the company's capital, of any debentures, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company.

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie or kind among the members, and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to, or inference from any other paragraph, under the name of "Summit Realty Limited", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this sixteenth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5242 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 16th December, 1912.

Notice is hereby given that the "Kings' Asbestos Mines" has been dissolved. 5228

No. 3012.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th December, 1912.

The superintendent of Public Instruction gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Sainte-Cécile de Milton, county of Shefford, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile de Milton, the Nos. 6A, 6B, 6C, 7A, 7B, 7C and 7D of the first range of the township of Milton, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Sainte-Pudentienne, parish, same county. 5232

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de décembre 1912, constituant en corporation M.M. Francis Wilson et Henry Thomas, professeurs de musique, Edward English, opérateur, John Arless, opérateur, John Smyth, gérant, et Admiral N. Sharp, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivant :

Former un club ou association pour récréation et amusement, dans le but de récréer le corps et l'esprit, ledit club devant avoir les pouvoirs suivants, savoir : le pouvoir de prendre, ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie de club ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de ce club ou association, directement ou indirectement pour le bénéfice de ce club ; le pouvoir de tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables ; le pouvoir d'accumuler le capital aux moyens de souscriptions mensuelles, ou autrement, des membres, et aussi en empruntant de l'argent des membres ou de toutes autres personnes, sur telle garantie et aux termes qui pourront être déterminés de temps à autre ; le pouvoir d'avancer ou prêter aucun argent du susdit capital ou autres argents du club, sur garantie d'obligations, billets promissaires, lettres de change et autres biens, meubles ou immeubles ; acquérir tous les biens, meubles ou immeubles que le club peut juger à propos d'acquérir avec l'intention de revendre ou autrement ; aussi le pouvoir d'entrer en négociations et arrangements avec le conseil municipal et autorités municipales ou dans le but de garantir tous privilèges ou contrats qui peuvent promouvoir les intérêts du club ; pouvoir d'établir, maintenir et conduire le dit club pour les fins de récréation, amusement et instruction pour la commodité des membres du dit club et de leurs amis, soit gratuitement ou aux termes qui seront convenus, et en général faire ce qui pourra paraître le plus propre à promouvoir les intérêts du club, et pourvoir une maison de club et autres commodités, et en général procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodements ordinaires d'un club, sous le nom de "Theatrical Club Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1912.

5275

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 16e jour de décembre 1912, constituant en corporation M.M. Joseph Alexander Trootwood Richards, expert en affaires, Paul du High Richards, voyageur de commerce, Mattie Saint Clare Richards, femme mariée, Percy John Wright, sténographe, et Daisy Dowd, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires d'exportateur et d'importateur à commission ou autrement, et acquérir pour cette fin les affaires, droits, franchises, rapports et clientèle de toute personne, société ou corporation faisant toutes affaires semblables ou ayant des intérêts en icelles ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre, louer, arrenter et mettre en opération des appareils, accessoires, machines et instruments électriques de toute sorte concernant le travail électrique, aussi les droits de patente, lettres

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of December, 1912, incorporating Messrs. Francis Wilson and Henry Thomas, professors of music, Edward English, operator, John Arless, operator, John Smith, manager, and Admiral N. Sharp, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To form a club or association for recreation and amusement, for the purpose of recreation body and mind, said club to have the following powers, namely ; the power to take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company of club having objects altogether or in part similar to those of this club or association so as directly or indirectly to benefit this club ; the power to draw, make, accept, and endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments ; power to accumulate capital by means of monthly subscriptions or otherwise, from members, and also by borrowing money from members, or any other persons, on such security and on such terms as may from time to time, be arranged ; power to advance or lend any of the aforesaid capital or other monies of the club, on the security of bonds, promissory notes, bills of exchange, and other property real or personal ; to acquire any real or personal property which the club may find it desirable to acquire with the view to re-sale or otherwise ; power also to inter into negotiations and arrangements with the municipal council and municipal authorities or for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interests of the club ; power to establish, maintain and conduct the said club for the purposes of recreation amusement and instruction for the accommodation of members of the said club and their friends, wither gratuitously or upon such terms as shall be agreed on, and generally to do what may seem best calculated to promote the interests of the club, and to provide a club house and other convenience, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club, under the name of "Theatrical Club Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1912.

5276

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of December, 1912, incorporating Messrs. Joseph Alexander Trootwood Richards, business expert, Paul du High Richards, travelling salesman, Mattie Saint Clare Richards, married woman, Percy John Wright, stenographer, and Daisy Dowd, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a general exporter and importer on commission or otherwise, and to acquire for that purpose the business, rights, franchises, connection and goodwill of any person, firm or corporation carrying on or interested in any similar business ;

To manufacture, import, export, buy and sell, lease, rent and operate electrical appliances, apparatus, machinery and instruments of all kinds appertaining to electrical work, also patent rights, letters patent of invention and processes, or other

patentes d'invention et procédés ou autres inventions ayant rapport en aucune manière aux appareils, accessoirs, machines et instruments électriques ;

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer des objets de fantaisie, petits objets, bijoux, articles en cheveux, appareils pour le gaz et l'électricité, fournitures de bureau, meubles de bureau et articles de nouveautés et de fantaisie de toute description, et en faire le commerce ;

Acheter et vendre des espaces pour annonces, privilèges ou nouveautés, acquérir et mettre en opération des franchises pour les fins d'annonces ou pour l'achat ou vente des privilèges d'annonces et agir pour autres personnes comme agence pour aucun des susdits objets ;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou autrement et détenir, vendre des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, obligations et autres engagements de toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir ses contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Conduire ses propres affaires et toutes affaires semblables aux dits objets de la compagnie dans la Puissance au Canada et ailleurs, sous le nom de "A. K. Kempton, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,

5263

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize décembre 1912, constituant en corporation MM. J. George Langelier, courtier d'immeubles, J. Napoléon Langelier, ingénieur, Joseph Frappier, comptable, Mathilde Henrichon, sténographe, Anthime Roy, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, par actes de vente ; acquérir par promesses de vente, échanges, options, garder et affermer, arrenter, développer, subdiviser en lots à bâtir, des terres ou terrains dans la province de Québec ; disposer de ces terres ou terrains, en les revendant en bloc ou en partie, par lot ou nombre de lots ; tracer des rues, ruelles, et faire des trottoirs sur les dites terres ou terrains, et en charger le coût aux propriétaires riverains en autant qu'ils achèteront les dits lots donnant sur les dites rues, ruelles, ou trottoirs, avec la condition expresse mentionnée aux contrats en vertu desquels ils détiendront telles propriétés, que ils doivent payer telle proportion ou totalité des dites améliorations ; donner des promesses de vente pour les dits lots,

contrivances in any way relating to electrical appliance, apparatus, machinery and instruments ;

To manufacture, buy, sell, export, import, deal in and with fancy good, small wares, jewellery, hair goods, electric and gas fixtures, office specialties and office furniture and staple and fancy articles of every description ;

To buy and sell advertising space, privileges or novelties to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for buying or selling of advertising privileges and to act for others as an agency for any of the above objects ;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business of transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with same ;

To carry on its own business and any business which is germane to the said objects of the company throughout the Dominion of Canada and elsewhere, under the name of "A. K. Kempton Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,

5264

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1912, incorporating Messrs. J. George Langelier, real estate broker, Napoléon Langelier, engineer, Joseph Frappier, accountant, Mathilde Henrichon, stenographer, and Anthime Roy, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase by deed of sale ; to acquire by promise of sale, exchange, option hold and lease, rent, develop, subdivide into buildings lots, lands and lots in the province of Quebec ; to dispose of said lands and lots by reselling the whole or a part of same in lot or lots ; to lay out streets, lanes and build sidewalks on the said lands or lots and to charge the cost thereof to the riparian proprietors according as they may buy lots fronting on the said streets, lanes or sidewalks with express condition stipulated in the contracts, by virtue of which they may hold said property that they must pay such proportion or the whole of the said improvements ; to give promises of sale for the said lots and deeds of sale and take as security for the payment thereof.

et des actes de vente et prendre en sûreté du paiement des hypothèques, billets promissaires, ou autres garanties ; y construire des maisons d'habitation et des magasins, des hôtels et des manufactures et les revendre en tout ou en partie, hypothéquer en tout ou en partie dans le but d'obtenir des sommes d'argent pour améliorer ces terrains, les dites terres et terrains acquis en vertu des pouvoirs de la dite compagnie ;

Acheter des propriétés bâties et les revendre ; donner en paiement de telles propriétés, terres et terrains des actions entièrement ou partiellement libérées dans la dite compagnie ; accepter en échange des actions de cette compagnie des actions dans d'autres compagnies dont les fins sont semblables à celles présentement exprimées dans cette demande ; faire le commerce général d'agents et de courtier d'immeubles sous le nom de "Parc Dollard Extension Incorporated," avec un capital de quatre vingt-quinze mille piastres (\$95 000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
5277 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1912, constituant en corporation MM. Louis Hyacinthe Peters, entrepreneur et maître-menuisier, Edmond Sylvain, jr, comptable, Alphonse Mathieu, menuisier, et François Elie Marcoux, ébéniste, de la cité de Québec, Pierre Côté et Pierre Thomas Côté, menuisiers, de l'Ange-Gardien, dans les buts suivants :

Acheter et prendre comme une affaire en opération les affaires et biens en général, meubles et immeubles ou toute partie d'iceux, y compris la clientèle des affaires maintenant conduites par le dit Louis Hyacinthe Peters, dans la cité de Québec, comme entrepreneur et maître-menuisier, d'émettre en paiement ou partie de paiement d'iceux des actions acquittées et non sujettes à appel de la compagnie pour tel montant qui peut être convenu ;

Faire les affaires d'entrepreneurs, de maître-menuisiers et de compagnie de construction en général ;

Passer des contrats avec toute personne, association, société, corps public ou municipalité pour faire, bâtir, construire et mettre en opération toutes bâtisses publiques ou privées, travaux et entreprises de toute description ou sorte ;

Acquérir, entreprendre et exécuter des contrats de toute description, et transférer céder tout contrat ou entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, ou en disposer autrement, et entreprendre, effectuer, exécuter et sous-louer des contrats pour l'exécution de travaux et fournitures de matériaux y ayant rapport ;

Acquérir, construire, manufacturer, bâtir, entretenir et mettre en opération tout fonds de commerce, matériel, machines, outillage et appareils nécessaires ou utiles pour conduire convenablement aucune de ses entreprises, et pour cette fin acquérir aussi des droits de patente, patentes d'invention, licences, procédés secrets et autres droits et privilèges, et employer, exercer, développer et octroyer des licences à cette fin, ou les mettre à profit autrement ;

Faire les affaires de commerçants en général et de manufacturiers de toute sorte de biens et effets, marchandises et fournitures qui sont requis par la compagnie ou dont elle peut en faire le commerce avec profit en rapport avec ses opérations comme entrepreneurs en général ou entrepreneurs spéciaux ou maîtres menuisiers ;

Engendrer, produire et accumuler la vapeur, le gaz, l'électricité ou autre pouvoir moteur pour la

hypothèques, promissory notes or other securities ; erect thereon dwelling houses, stores, hotels, manufacturing, and the resell the whole or a part of same to hypothecate for the purpose of obtaining sums of money to improve such lands, the whole or a part of the lands and lots acquired under the powers of the said company ;

To purchase standing property and resell same ; to give in payment for such property lands and lots wholly or partly paid up shares in the said company ; to accept in exchange for shares of this company shares in other companies whose purposes are similar to those herein formulated in this application ;

To carry on business as general agents and real estate brokers, under the name of "Parc Dollard Extension Incorporated", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95 000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1912.

C. J. SIMARD,
5278 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1912, incorporating Messrs. Louis Hyacinthe Peters, contractor and master joiner, Edmond Sylvain, jr, accountant, Alphonse Mathieu, joiner, and François Elie Marcoux, cabinet maker, of the city of Quebec, Pierre Côté and Pierre Thomas Côté, joiners, of L'Ange Gardien, for the following purposes :

To purchase and take over as a going concern the business and assets generally, real and personal or any part thereof, including the good-will of the business now carried on by the said Louis Hyacinthe Peters, at the said city of Quebec, as contractor and master joiner, and to issue in payment or part payment thereof fully paid up and non assessable shares of the company for such an amount as may be agreed upon.

To carry on business as general contractors and master joiner, and as a general construction company ;

To contract with any person, firm, society, public body or municipality for the making, building, construction and operation of all or any public or private buildings, works and undertakings of every descriptions or kind ;

To acquire, enter into and take over contracts of every description, and to transfer, assign or otherwise dispose of any contract or undertaking of the company in whole or in part ; and to enter into, carry out, perform and sublet contracts for doing work and supplying materials in connection therewith ;

To acquire, construct, manufacture, built, maintain and operate all stock in trade, plant, machinery, equipment and appliances necessary or convenient for the proper carrying on of any of its undertakings ; and for this purpose to also acquire patent rights, patents of invention, licenses, secret processes, and other rights and privileges, and to use, exercise, develop and grant licenses in respect thereof, or otherwise to turn the same in account ;

To carry on the business of general traders in- and manufacturers of all kinds of goods, chattels, merchandise and supplies which are required or which can be dealt in with advantage by the company in connection with its operations as general or special contractors or master joiners ;

To generate, produce and accumulate steam, gas, electricity, or other motive power for the produc-

production de l'éclairage, chauffage ou pouvoir, pour les fins de la compagnie, avec le pouvoir de vendre tout le surplus non requis, et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir à toute personne ou corporation dans la cité de Québec, aux termes qui peuvent être convenus, pourvu que les susdits pouvoirs lorsqu'ils sont exercés en dehors de la propriété de la compagnie seront sujets à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à cette fin ;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération, entretenir et conduire des manufactures, boutiques, entrepôts, dépôts, ateliers de construction pour les machines, remeis pour engins et autres constructions et érections nécessaires pour ses affaires, et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile pour la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie, les louer, vendre et en disposer ;

Acquérir, détenir, vendre des actions et garanties de toutes autres compagnies autorisées à faire toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, et en disposer ;

Acheter et acquérir toutes affaires de même nature et acheter et acquérir tout intérêt ou contrôle dans toutes affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, et les payer, en tout ou en partie, en argent, obligations ou stock acquitté de cette compagnie ;

Aider en aucune manière toute corporation, dont les actions du capital actions, garanties ou obligations sont détenues ou sont en aucune manière garanties par cette compagnie, et faire tous les actes et choses pour la conservation, protection, amélioration ou augmentation de la valeur de toutes telles actions du capital actions, garanties ou obligations, et faire aucun et tous les actes et choses contribuant à augmenter la valeur d'aucun des biens en aucun temps détenus ou contrôlés par cette compagnie ;

Vendre les entreprises et biens de la compagnie, incorporée par les présentes, ou toute partie d'iceux, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, y compris les actions, obligations, débetures ou garanties de tout autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie incorporée par les présentes ; recevoir ou accepter des obligations, débetures ou autres garanties en paiement, en tout ou en partie, pour travail fait et matériaux fournis en rapport aux affaires de la compagnie, et payer pour toute propriété achetée par la compagnie par l'émission de stocks acquittés ou obligations de la compagnie, ou partie en stock ou partie en obligations ;

Procurer la pension et le logement, vêtements, provisions et tous les objets en général à ceux engagés dans ou concernant tous travaux faits par la compagnie, ou contracter pour la fourniture d'iceux ;

Partager les profits, s'associer, coopérer avec toute personne, société ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires que cette compagnie est autorisée à s'engager ou à faire ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises cidessus mentionnées ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport à aucune des affaires ci-dessus spécifiées, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur de tous les biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitable, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la

tion of light, heat or power, for the purposes of the company, with the power to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation in the city of Québec, on such terms as may be agreed upon, provided that the foregoing powers when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all factories, shops, store houses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary for its business and all other property moveable and immovable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same ;

To acquire, hold, sell and dispose of shares and securities in other companies authorized to do any business which the company is empowered to carry on ;

To purchase and acquire any business of a similar nature and to purchase and acquire any interest or control in any business of a similar nature to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part in cash, bonds or paid up stock of this company ;

To aid in any manner any corporation, any of whose shares of capital stock, bonds or obligations are held or are in any manner guaranteed by this company ; and to do any acts or things for the preservation, protection, improvement or enhancement of the value of any such shares of capital stock, bonds, or obligations, and to do any and all acts and things tending to enhance the value of any of the property at any time held or controlled by this company ;

To sell or dispose of the undertakings and assets of the company, hereby incorporated or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, including shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of the company hereby incorporated ; to receive or accept bonds, debentures or other securities in payment, in whole or in part for work done and materials supplied in connection with the business of the company, and to pay for any property purchased by the company by the issue of paid up stocks or bonds of the company, or partly in stock or partly in bonds.

To provide board and lodging, clothing, provisions, and all supplies generally to those engaged in or about any works which are being carried on by the company ; or to contract for the providing of the same.

To share profits, unite, co-operate with any person, firm or company engaged in or about to carry on any business which this company is authorized to engage in or carry on ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified business, or calculated directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated,

compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire ses entreprises avec profit, sous le nom de "L. H. Peters, Limited", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cents piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1912.

C. J. SIMARD,
5273 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 19 décembre 1912.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie de navigation Canada", corps politique et incorporé, a été dissoute, conformément à une résolution passée le 16 décembre, 1912, et que M. C.-A. Pelletier a été nommé liquidateur.

JEREMIE L. DECARIE,
5271 Secrétaire de la province.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François. }

Avis est par le présent donné que, à une assemblée générale des actionnaires de "The Pearl Manufacturing Company," ayant son bureau dans la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, tenu à Bromptonville, le dix-neuvième jour de novembre dix-neuf cent douze, la résolution du bureau des directeurs de la compagnie, déclarant qu'il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement, a été soumise à l'assemblée des actionnaires et une résolution a alors été passée par une majorité de plus des deux-tiers du stock de ladite compagnie pour la liquidation et la dissolution de la compagnie et pour la nomination des soussignés, E. W. Tobin, marchand, et Onésime Lambert, marchand, tous deux de la ville de Bromptonville, Québec, comme liquidateurs conjoints.

Daté à Bromptonville, ce vingt-cinquième jour de novembre dix-neuf cent douze.

E. W. TOBIN,
O. LAMBERT.

5233

Index de la Gazette Officielle de Québec No 51.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Beaudoin vs Demers	2669
" Barnier vs Desjardins	2671
" Brazeau vs Mathieu	2671
" Coutu vs Latraverse	2669
" Ethier vs Sauriol	2569
" Fast vs Hyams	2670
" Hébert vs Mondoux	2670
" Lacombe vs Dallaire	2671

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 2653.

AVIS :—Kings Asbestos Mines, 2655 ; La Cie de Navigation Canada, 2689 ; Pearl Manufacturing Coy, 2689 ; The Little Nation River Railway Co, 2672.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2666 ; Conseil législatif, 2665.

and necessary to enable the company to profitable carry on its undertaking, under the name of "L. H. Peters, Limited, with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1912

C. J. SIMARD,
5274 Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 19th December, 1912.

Notice is hereby given that "La Compagnie de Navigation Canada", a body politic and corporate, has been dissolved in conformity with a resolution passed on the 16th December, 1912, and that Mr. C. A. Pelletier, was appointed liquidator.

JEREMIE L. DECARIE,
5272 Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. }

Notice is hereby given that a general meeting of the shareholders of the Pearl Manufacturing Company, having its head office in the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, held at Bromptonville on the nineteenth day of November, nineteen hundred and twelve, the resolution of the board of directors of the said company, declaring it to be expedient that that company should be wound up voluntarily, was submitted to the meeting of the shareholders and a resolution was then passed by a majority of more than two-thirds of stock of the said company for the winding up and dissolution of the company and for the appointment of the undersigned, E. W. Tobin, merchant, and Onésime Lambert, merchant, both of the town of Bromptonville, Quebec, as joint liquidators.

Dated at Bromptonville, this twenty-fifth day of November, nineteen hundred and twelve.

E. W. TOBIN,
O. LAMBERT.

5234

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

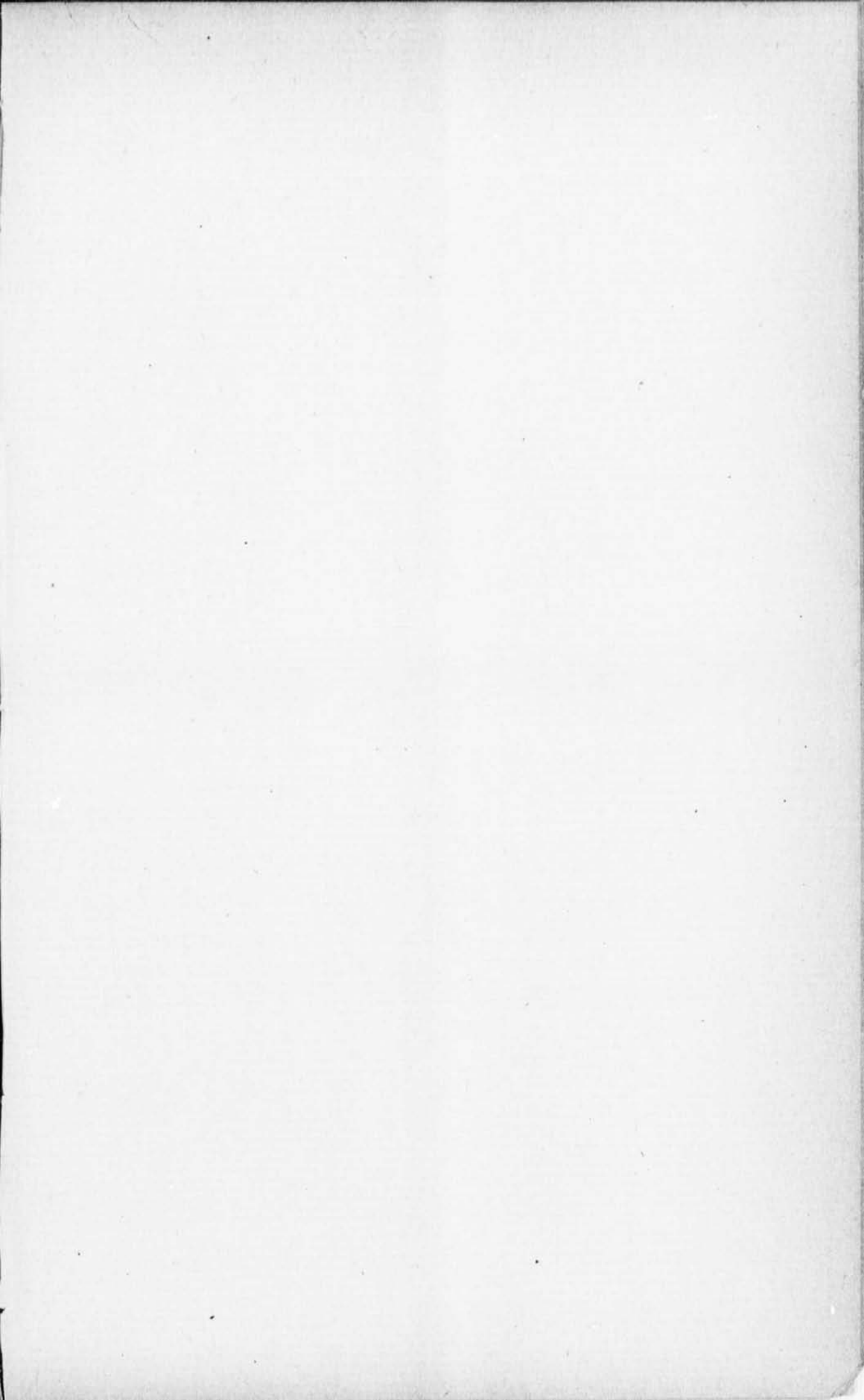
Dme LaRue vs Lockwell	2671
" Pelletier vs Augé	2670
" Peritz vs Goldman	2671
" Plourde vs Raymond	2672
" Rancourt vs Bourgeois	2670
" Stern vs Goldberg	2670
" Stone vs Hall	2670

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 2653.

NOTICE :—Kings Asbestos Mines, 2655 ; La Cie de Navigation Canada, 2689 ; Pearl Manufacturing Coy, 2689 ; The Little Nation River Railway Co, 2672.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2666 ; Legislative Council, 2665.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :— Chambre des Communes, 2664.	PRIVATE BILLS, Federal Parliament :— House of Commons, 2664.
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—	APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—
DeSouffren, Marie-André..... 2669	The Whitlock Golf Club..... 2669
EXAMEN :—BARREAU :— Bedford, 2673 ; Montréal, 2673 ; Québec, 2672.	EXAMINATION :—BAR :— Bedford, 2673 ; Montreal, 2673 ; Quebec, 2672.
FAILLIS :—INSOLVENTS :	FAILLIS —INSOLVENTS
Ahern 2674	Phaneuf..... 2675
Beaubien Produce Milling Co, ltd..... 2669	Rouleau..... 2674
Langevin, Frères 2674	The Royal Importing & Manufacturing Co... 2674
MacDonald..... 2664	
LETTRES PATENTES :—	LETTERS PATENT :—
A. K. Kempton, ltd..... 2685	Parc Dollard Extension incorporated..... 2686
Automatic Fire Alarms, ltd..... 2655	Summit Realty, ltd..... 2682
La Cie d'immeubles de Cap Rouge ltée..... 2657	Theatrical Club incorporated..... 2685
L. H. Peters, ltd..... 2687	Townships Land Coy ltd..... 2662
Mount Royal Land Coy ltd 2659	
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots du canton Milton à Sainte-Pudentienne, 2684.	SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect :—Several lots of the township Milton to Sainte Pudentienne, 2684.
PROCLAMATION :— Municipalité, village de La Pérade, 2653.	PROCLAMATION :— Municipality, village of La Pérade, 2653.
VENTE DE FAILLITE :— Dme Lortie, 2675.	INSOLVENT SALE :— Dme Lortie, 2675.
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :— Cie de Chemin de fer du Pacifique Canadien, 2672.	SALE OF INCLAIMED BAGGAGE :— Canadian Pacific Railway Coy, 2672.
VENTES PAR LICITATION :— Dme Maillé et vir vs Maillé et al, 2675 ; Delle Tate vs Dme Ricard et al, 2677.	SALES BY LICITATION :— Dme Maillé et vir vs Maillé et al, 2675 ; Delle Tate vs Dme Ricard et al, 2677.
VENTES PAR LES SHERIFS	SHERIFFS' SALES :
KAMOURASKA :— Dme Ouellet et vir vs Bérubé & Fils, 2678.	KAMOURASKA :— Dme Ouellet et vir vs Bérubé & Fils, 2678,
MONTMAGNY :— Marcotte vs Poulin, 2678.	MONTMAGNY :— Marcotte vs Poulin, 2678.
MONTREAL :— The Trust & Loan Coy of Canada vs Chagnon, 2679.	MONTREAL :— The Trust & Loan Coy of Canada vs Chagnon, 2679.
PONTIAC :— Prevost et al vs Malony, 2679.	PONTIAC :— Prevost et al vs Malony, 2679.
QUÉBEC :— Giroux (Dme) et vir vs Héritiers Fradette, 2679.	QUEBEC :— Giroux (Dme) et vir vs Heirs Fradette, 2679.
RICHELIEU :— Lebceuf et al vs Larose, 2680.	RICHELIEU :— Lebceuf et al vs Larose, 2680.
RIMOUSKI :— Landry vs Bineau, 2681.	RIMOUSKI :— Landry vs Pineau, 2681.
SAINT-FRANÇOIS :— La Banque Provinciale du Canada vs Gagné et al, 2681.	SAINT-FRANCIS :— La Banque Provinciale du Canada vs Gagné et al, 2681.
TROIS-RIVIÈRES :— Lacoursière vs Bordeleau, 2682 ; Lehouillier vs Boulanger, 2681.	THREE RIVERS :— Lacoursière vs Bordeleau, 2682 ; Lehouillier vs Bélanger, 2681.



APR 21 1913